



TENDANCES SOCIO ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

N°12 - JANVIER 2021



Cette lettre est le fruit d'une collaboration entre l'Antenne Isère d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises (Service Intelligence Économique et Territoriale) et le Département de l'Isère (Direction des Solidarités et Direction de la Performance et Modernisation du service au public).

Bi-annuelle, elle vise à résumer les principales tendances socio-économiques du département.

À RETENIR

Une récession
à l'échelle
mondiale

En Isère :
une baisse
du nombre
d'emplois, une
hausse des
demandeurs
d'emploi et des
allocataires du
RSA

Les tendances générales	2
L'emploi salarié	3
Les créations d'entreprises	4
Les difficultés d'entreprises	4
Le chômage	5
Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA)	6
Économie de proximité et tourisme	7
Zoom sur l'agriculture	8

2020 | La crise sanitaire, l'élément déterminant des évolutions socio- économiques

Dans un contexte de récession généralisée, le rebond de l'activité française au 3^e trimestre a été stoppé net par la deuxième vague de l'épidémie. En Auvergne Rhône-Alpes, la baisse de l'activité se situe dans la moyenne nationale.

Les impacts de la crise sanitaire se font sentir sur quasiment l'ensemble des indicateurs socio-économiques de notre Département. En effet, si les mesures d'aides aux entreprises parviennent à contenir les défaillances et les licenciements économiques, le nombre d'emplois a chuté de 5 000 sur les neuf premiers mois de l'année 2020, le nombre de demandeurs d'emploi a franchi le seuil symbolique des 100 000 et le nombre d'allocataires du RSA a augmenté de 10% en un an.

Le zoom de la dernière page est consacré au secteur agricole pour lequel l'impact de la crise a été variable selon le type de commercialisation.

Une année 2020 dans la tourmente de la crise sanitaire

INTERNATIONAL | Une récession généralisée

Sous l'effet de la pandémie de Covid19, l'économie mondiale est entrée en récession en 2020 (-4,4 % selon les prévisions du FMI contre +2,9 % en 2019). Pour réduire l'impact de cette crise, de nombreux Etats ont pris des mesures de soutien de grande envergure en direction des entreprises, des ménages et du système bancaire.

La Zone euro a enregistré un net rebond de l'activité au 3^e trimestre 2020 (+12,5 %) après une chute de 11,8 % au 2^e trimestre. De septembre 2019 à septembre 2020, le PIB a diminué de 4,3 % en Zone euro, caractérisé par de grands écarts entre les pays, autour de -4 à -5 % en France, en Italie et en Allemagne, et de -9 à -10 % en Espagne et au Royaume-Uni.

FRANCE | Un rebond de l'activité stoppé par la 2^e vague de l'épidémie

En 2020, la chute brutale de l'activité au 2^e trimestre (-13,8 %) a été suivie d'un vif rebond au 3^e trimestre (+18,7 %). Au 4^e trimestre, la baisse du PIB est estimée à -4 %. Selon les dernières prévisions de l'Insee, le recul du PIB s'établirait à -9 % en 2020 (contre +1,5 % en 2019).

La 2^e vague du Covid19 et le reconfinement sont venus contrarier la reprise et ont également repoussé l'horizon de sortie de crise. Néanmoins, les conséquences seront moindres qu'au 1^{er} confinement, avec une perte d'activité estimée à -11 % en novembre et -8 % en décembre (contre -31 % en avril). Mais certains secteurs restent fortement pénalisés : l'hébergement-restauration, le commerce non alimentaire et les services à la personne (coiffeurs...) et les activités culturelles et sportives.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Une baisse d'activité dans la moyenne nationale

Dans l'industrie, après une forte baisse en mars-avril, la production avait progressé jusqu'en octobre grâce à un courant d'affaires raffermi dans la majorité des secteurs. En novembre, l'activité régionale, s'élève à 91 % du niveau normal, comme en France.

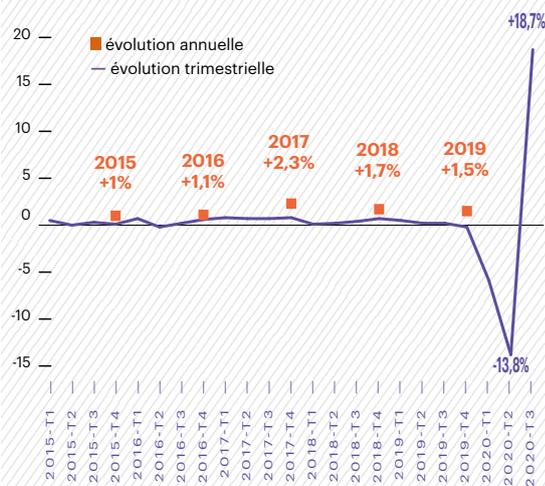
Dans les services marchands, l'activité qui s'était bien redressée pendant l'été, s'est contractée en novembre (87 % contre 92 % en octobre). Plus dynamique qu'en France (78 %), ce secteur recouvre des situations très hétérogènes selon les activités.

Dans le BTP, avec la reprise des chantiers, l'activité a retrouvé son niveau d'avant-crise (97 % comme en France). Les carnets de commande sont correctement garnis dans le bâtiment, mais restent insuffisants dans les travaux publics.

À RETENIR

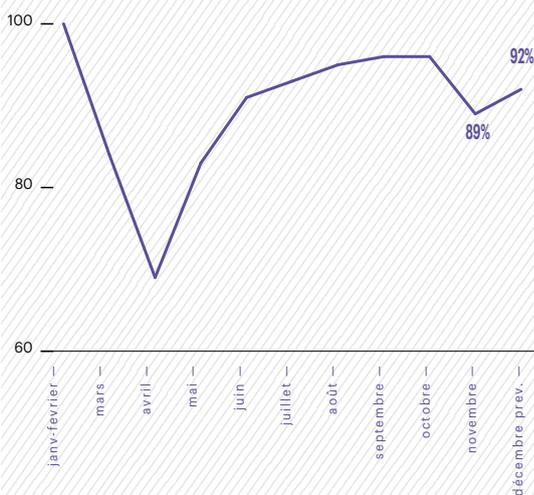
Prévision pour 2020 en France : un recul de 9 % du PIB

France : évolution du PIB en volume (en %)



Source : Insee données révisées au 27 novembre 2020

Niveau mensuel d'activité en 2020 par rapport à une situation normale



Source : Banque de France

Sources : Eurostat Communiqué de presse euroindicateurs décembre 2020,

FMI Perspectives de l'économie mondiale octobre 2020,

Insee Note de conjoncture Décembre 2020,

Banque de France Point sur la conjoncture française à début décembre 2020,

Banque de France La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes Novembre 2020 (enquêtes mensuelles auprès des entreprises régionales)

A noter : dans le contexte actuel, les comparaisons internationales doivent être prises avec précaution et seront affinées dans le temps.

Pour aller plus loin :

Pour aller plus loin : <https://www.imf.org/>, <https://www.insee.fr/>, <https://www.banque-france.fr/>, <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/>

Premiers impacts de la crise sur l'emploi

ÉVOLUTION | Une chute de l'emploi suivie d'un rebond au 3^e trimestre

Fin septembre 2020, l'Isère comptait 351 550 emplois salariés privés. L'emploi a fluctué au cours des différentes phases de confinement et de déconfinement, avec une chute au 1^{er} trimestre, une stabilité au 2^e et un rebond au 3^e trimestre. Les 5 900 emplois créés de juillet à septembre n'ont pas permis de compenser les 10 760 emplois perdus de janvier à juin 2020.

Au total, près de 5 000 emplois ont été supprimés en Isère sur les neuf premiers mois de l'année. Mais ces pertes auraient sans doute été plus lourdes sans les mesures d'activité partielle qui ont permis d'éviter de nombreux licenciements en 2020.

Sur un an (3^e trim. 2019 au 3^e trim. 2020), la baisse d'emploi observée en Isère (-0,6 %) est inférieure aux évolutions régionales (-0,9 %) et nationales (-1,1 %).

ACTIVITÉS | Les intérimaires et les services en première ligne

À l'exception de la construction, tous les secteurs ont perdu des emplois, mais l'impact est assez hétérogène.

Sur les 10 700 emplois supprimés en Isère sur les 6 premiers mois de l'année, plus d'un tiers relève de l'intérim. Au 3^e trimestre 2020, sur les 5 900 emplois créés, 2 500 sont des intérimaires.

Variable d'ajustement sur le marché du travail, les intérimaires ont été les premières victimes de la crise au 1^{er} trimestre (-33,9 %), puis les effectifs sont repartis à la hausse aux 2^e et 3^e trimestres (+21,6 % et +16,9 %). Rappelons que les secteurs qui ont le plus recours à l'intérim sont la construction et l'industrie.

L'industrie, qui rassemble 79 200 emplois, a enregistré un repli modéré de ses effectifs permanents au 1^{er} semestre (-825 emplois), suivi d'une quasi stabilité au 3^e trimestre.

La construction, qui n'a pas perdu d'emplois sur les 6 premiers mois de l'année, a connu un rebond au 3^e trimestre (+420 emplois).

Habituellement créateurs d'emplois, les commerces et les services privés ont subi les réductions d'effectifs les plus importantes (-6 300) sur le 1^{er} semestre, et tout particulièrement dans l'hôtellerie-restauration qui a perdu 11 % de ses effectifs en Isère (-1 970). Ces secteurs, très impactés par les restrictions sanitaires, ont renoué avec les créations d'emplois au 3^e trimestre (+3 130, dont +970 dans l'hôtellerie-restauration).

À RETENIR

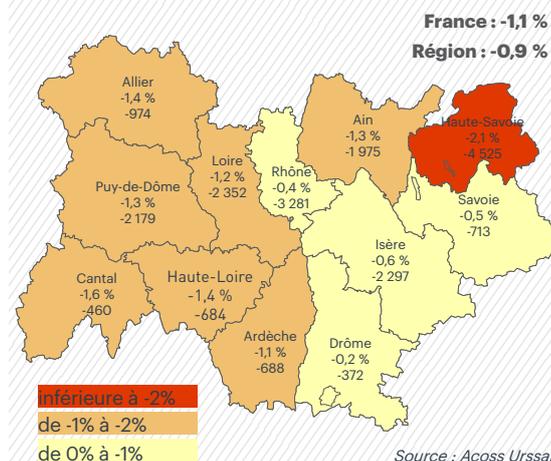
Sur un an (3^e trimestre 2019-2020) : une baisse de **2 300** emplois salariés privés

Sources : Insee, estimations d'emploi, Acoiss-Urssaf, Dares

Définition : À partir de 2016, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises et générer des révisions accrues sur les données. Les données du dernier trimestre sont provisoires. Le champ de l'Acoiss-Urssaf couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité Sociale Agricole.

Pour aller plus loin :
<https://www.acoiss.fr/home/observatoire-economique.html>

Evolution annuelle de l'emploi salarié privé entre le 3^e trimestre 2019 et le 3^e trimestre 2020



Source : Acoiss Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS

Isère : évolution de l'emploi salarié par activité aux 1^{er}, 2^e et 3^e trimestres 2020

	Emploi au 3 ^e trim 2020	Var au 1 ^{er} trim	Var au 2 ^e trim	Var au 3 ^e trim
Industrie	79 168	-0,4%	-0,6%	-0,2%
Construction	29 247	+0,4%	-0,3%	+1,5%
Commerce et services hors intérim	225 713	-1,5%	-1,2%	+1,4%
Dont Hôtellerie café restauration	16 595	-4,2%	-7,3%	+6,2%
Intérim	17 420	-33,9%	+21,6%	+16,9%
Total emploi salarié privé	351 548	-2,8%	-0,2%	+1,7%
Total hors intérim	334 128	-1,1%	-1,0%	+1,0%

source : I Acoiss Urssaf-Dares, secteur privé hors agriculture, données CVS

LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Une évolution en dent de scie

Depuis le début de l'année 2020, les créations d'entreprises ont connu une évolution en dent de scie. Si l'on compare à la même période en 2019, les créations d'entreprises en Isère en 2020 ont légèrement baissé au 1^{er} trimestre, puis elles ont chuté au 2^e avant de rebondir au 3^e trimestre.

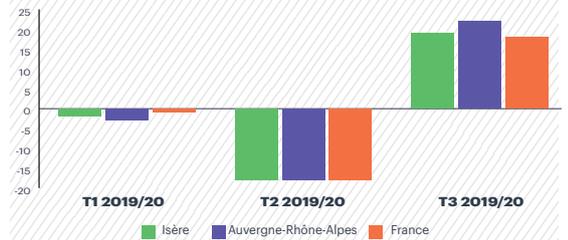
Conformes aux tendances nationales et régionales, ces évolutions se compensent. De janvier à septembre 2020, l'Isère a enregistré 11 371 créations d'entreprises (11 411 en 2019).

À RETENIR

11 371 créations d'entreprises sur les 9 premiers mois de 2020

Sources : Insee, Sirene
Pour aller plus loin : www.insee.fr/

Évolution trimestrielle des créations d'entreprises en 2020 par rapport à 2019 (%)



Source : Insee REE Sirene données brutes

LES DIFFICULTÉS D'ENTREPRISES

Les mesures d'aides limitent les difficultés des entreprises

Malgré la sévère chute de l'activité, les licenciements économiques et les défaillances d'entreprises ont été contenus grâce aux mesures d'aides et du fait du fonctionnement des juridictions commerciales pendant la période de confinement.

DEFAILLANCES | 710 en cumul annuel

Isère : baisse de -29,2 % par rapport à septembre 2019

LICENCIEMENTS ECONOMIQUES | En baisse

Sur l'ensemble de l'année 2020, bien que les licenciements économiques dans le cadre d'un PSE aient augmenté (+200), les licenciements hors PSE ont fortement baissé (-634). Au total, 1 600 personnes sont concernées en Isère, soit -20 % par rapport à 2019. Les secteurs les plus impactés ont été l'industrie manufacturière (530 emplois) et le commerce (320 emplois).

ACTIVITÉ PARTIELLE | 60 % des heures indemnisées dans 4 secteurs

Depuis le début de la crise sanitaire et jusqu'au 14 décembre 2020, 39 000 demandes d'autorisation préalable (DAP*) à l'activité partielle ont été déposées par 25 300 établissements isérois. Elles ont été plus nombreuses lors du 1^{er} confinement qu'au second, compte tenu notamment des conditions d'ouvertures plus larges à l'automne. Sur l'ensemble de la période, 57% des effectifs concernés par une demande d'activité partielle travaillaient dans des entreprises de moins de 50 salariés.

En Isère, 28,6 millions d'heures ont été indemnisées entre le 1^{er} mars et le 14 décembre pour un montant de 288,5 millions d'euros*. Le pic de salariés indemnisés a été atteint en avril (143 500) avant de diminuer jusqu'en septembre (12 400) puis de remonter à partir d'octobre. Quatre secteurs ont concentré près de 60 % des heures indemnisées.

À RETENIR

1 600 licenciements économiques en 2020

Sources : Défaillances d'entreprises : Banque de France Fiben, données brutes
Licenciements économiques, Activité partielle : DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes ; Unité départementale de l'Isère

**Données provisoires

Définition de l'activité partielle : Dispositif permettant aux entreprises confrontées à une conjoncture économique difficile ou des circonstances exceptionnelles de réduire ou suspendre temporairement leur activité. Durant cette période, l'employeur verse une indemnisation au salarié. L'État garantit à l'employeur une prise en charge partielle de l'indemnisation des heures chômées. Depuis le début de la crise sanitaire, le champ du dispositif d'activité partielle est élargi.

*Lors de la Demande d'Autorisation Préalable (DAP), l'entreprise demande par anticipation si elle pourra bénéficier de l'activité partielle (AP). Les DAP surestiment largement le recours à l'activité partielle.

Les demandes d'indemnisation faites a posteriori portent sur les salariés effectivement en chômage partiel. Les entreprises doivent attendre la fin de la période d'AP et ont jusqu'à un an pour faire leur demande d'indemnisation. Dans les chiffres, certains salariés sont concernés plusieurs fois et certains établissements ont pu faire plusieurs demandes.

Activité partielle : répartition des heures indemnisées depuis le 1^{er} mars par secteur d'activité (en %)



Source : DGEFP, Direccte Auvergne-Rhône-Alpes, Synthèse au 14 Décembre

Très forte hausse du chômage au 2nd semestre 2020

TAUX DE CHÔMAGE | Une baisse en trompe l'œil au 1^{er} semestre 2020 suivie d'une forte poussée au 3^e trimestre

Au cours du 1^{er} semestre 2020, le taux de chômage départemental a baissé. Cette baisse ne reflète pas la réalité économique du marché du travail mais résulte d'un effet en trompe l'œil (cf définition). En revanche, au 3^e trimestre 2020, l'Isère enregistre une hausse spectaculaire du taux de chômage (7,4 % soit +1,4 point en un trimestre), légèrement moins soutenu qu'à l'échelle nationale (+1,8).

Zoom sur la région Auvergne-Rhône- Alpes

- Auvergne-Rhône-Alpes : 7,9 %
- Au 3^e rang des régions présentant les taux les plus faibles de France derrière la Bretagne et les Pays de la Loire
- Isère : 7,4 %
- Au 5^e rang des 12 départements de la région et au 20^e rang des 96 départements de France métropolitaine

DEMANDEURS D'EMPLOI | Une hausse préoccupante notamment chez les jeunes

Au 30 septembre 2020, le département dépassait la barre des 100 000 demandeurs d'emploi dont 61 % sans activité (61 360) et 39 % en activité réduite (38 760). Sur une année glissante (entre le 3^e trimestre 2019 et le 3^e trimestre 2020), le nombre de demandeurs d'emploi a connu une augmentation très importante (+4 460, soit +4,7 %), identique à celle de la France mais moindre qu'en région (+5,4 %).

Les jeunes ont particulièrement été touchés par la crise économique avec une hausse annuelle de 7,4 % de la demande d'emploi, à peine moins forte en Isère qu'en France métropolitaine (+7,8 %). Les primo-sortants du système éducatif recherchent un premier emploi dans un contexte inédit de crise : ils arrivent en effet sur un marché du travail atone où prédominent le chômage partiel et le gel des embauches. Les seniors, quant à eux, sont dans la même situation que les tranches d'âge intermédiaires.

Les trois premiers trimestres de l'année 2020 ont été marqués par des effets de bascule des inscrits à Pôle Emploi en **catégories B et C** (avec activité courte) vers la **catégorie A** (sans activité) ou inversement (lors du déconfinement). Toutefois sur une année, ce sont bien les inscriptions des demandeurs d'emploi sans aucune activité réduite qui accusent une très forte hausse (+8,3 %).

À RETENIR

Sur un an (3^e trimestre 2019-2020) : hausse de **4 460** demandeurs d'emploi (cat. ABC)

Sources : : Insee, Pôle emploi, Direccte

Définitions :

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Le calcul de ce taux s'appuie sur les critères stricts du B.I.T : un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui remplit trois critères : « ne pas avoir eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence », « être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir » et « avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ». Or, pendant le confinement, des milliers de personnes n'ont pas pu respecter ces critères, elles sont donc « sorties » des statistiques. Les dispositifs d'activité partielle ont par ailleurs renforcé ce phénomène.

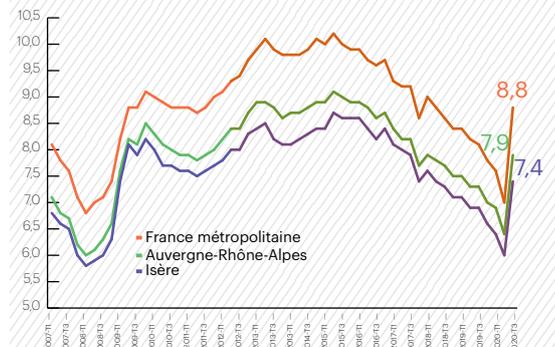
Les catégories de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée.
- BC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.
- Longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus d'un an.
- Très longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus de deux ans.

Pour aller plus loin :

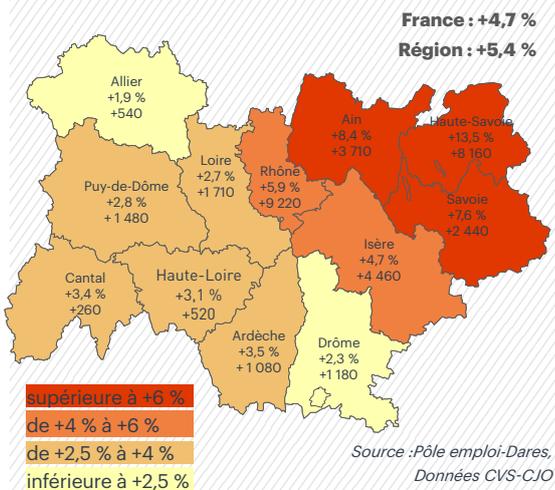
<http://auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr/>

Évolution trimestrielle du taux de chômage au sens du BIT de 2007 à 2020



Source : Insee

Évolution annuelle des DEFM cat. ABC entre le 3^e trimestre 2019 et le 3^e trimestre 2020



Source : Pôle emploi-Dares, Données CVS-CJO

Demandeurs d'emploi au 3^e trimestre 2020 et évolution annuelle

	3 ^e trim 2020	Evolution annuelle 3T 2019/2020
Isère catégorie ABC	100 120	+4,7%
Dont catégorie A	61 360	+8,3%
Dont catégorie BC	38 760	-0,6%
Dont moins de 25 ans	14 150	+7,4%
Dont plus de 50 ans	24 580	+4,2%
Longue durée (1 ans et plus)	44 270	+5,5%
Très longue durée (2 ans et plus)	23 740	+4,1%

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares. Données CVS-CJO

Une forte augmentation du nombre d'allocataires depuis le début de la crise

RSA | 4,8 % des Isérois concernés

Au 30 septembre 2020, 24 412 foyers étaient allocataires du RSA en Isère. En tenant compte des conjoints, des enfants et des autres personnes à charge, près de 49 900 Isérois sont concernés (soit 4,8 % des Isérois de moins de 65 ans). Sur le Département, 22 283 enfants (soit 7,7 % des enfants) vivent dans un foyer allocataire du RSA.

ÉVOLUTION | Une hausse brutale qui touche particulièrement les jeunes

La crise sanitaire de mars 2020 est venue mettre un terme à quatre années de baisse consécutive du nombre d'allocataires du RSA. L'aggravation de la précarité, conséquence directe cette crise, commence à se lire dans les statistiques.

En un an (sept 2019-sept 2020), le nombre d'allocataires du RSA a progressé de près de 10 %. Cela représente 2 200 foyers allocataires du RSA supplémentaires, soit 4 400 personnes (dont 2 000 enfants).

Le nombre d'allocataires du RSA ayant un statut de travailleurs non-salariés (majoritairement des auto-entrepreneurs) augmente de façon très importante. Actuellement, un allocataire sur dix est un travailleur non salarié.

Depuis mars 2020, sur le département comme en France, l'évolution du nombre d'allocataires se décompose en deux temps :

- Une très forte accélération entre mars et juillet (avec en moyenne 350 allocataires en plus par mois). Cette évolution s'explique d'abord par les mesures de maintien dans le droit qui ont limité le nombre de sorties du dispositif, tandis que les nouvelles demandes, pas plus nombreuses que les autres années, ont continué d'affluer.
- Entre juillet et septembre, l'augmentation du nombre d'allocataires a ralenti pour s'établir à une moyenne d'une centaine d'allocataires supplémentaires par mois. Cette évolution s'explique essentiellement par la dégradation de la situation économique.

L'ensemble des départements sont touchés par cette augmentation brutale et inédite du nombre d'allocataires, mais de façon hétérogène. Les plus fortes hausses observées ne semblent pas concerner les départements les plus touchés par la première vague épidémique mais plutôt ceux avec une activité économique soutenue (et donc un taux de foyers allocataires au RSA plutôt faible).

L'Isère suit ce schéma : le Département considéré comme globalement favorisé subit une augmentation du nombre d'allocataires du RSA entre mars et septembre 2020 supérieure à la moyenne nationale.

À RETENIR

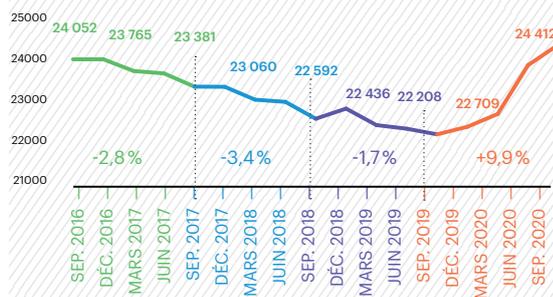
De septembre 2019 à 2020, une hausse de 2 200 allocataires du RSA

Évolution du nombre d'allocataires du RSA entre septembre 2019 et 2020

	sept-19	sept-20	Variation
RSA	22 208	24 412	+9,9%
Moins de 30 ans	5 027	5 659	+12,6%
Plus de 50 ans	5 379	5 748	+6,9%
Monoparent	7 342	7 870	+7,2%
Personnes couvertes	45 492	49 872	+9,6%

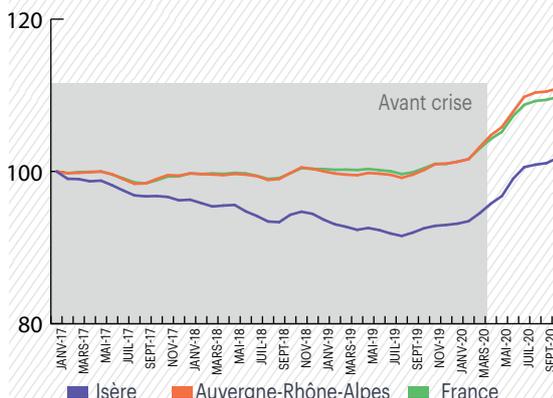
Source : CAF ELISA données consolidées

Évolution des allocataires du RSA pris en charge par le Département



Source : CAF ELISA

Évolution du nombre d'allocataires du RSA



Source : CAF+MSA, Estimations avancées des évolutions des foyers allocataires du RSA - CNAF - Novembre 2020

Sources : Caisse d'Allocations Familiales, Département de l'Isère

Définition :
Le RSA, Revenu de solidarité Active est une prestation entrée en vigueur au 1^{er} juin 2009. Elle remplace deux minima sociaux existants (RMI et API) et se substitue à des dispositifs d'intéressement de retour à l'emploi.

Rappel : Depuis le premier janvier 2016, le RSA activité a été remplacé par la prime d'activité, dispositif pris en charge par l'Etat. Les dispositifs du RSA socle et du RSA socle +activité pris en charge par le Département sont regroupés sous le nom de RSA. Le dispositif du RSA est intégralement pris en charge par le Département, avec une aide partielle de l'Etat.

Des activités fortement impactées par la crise sanitaire

ARTISANAT | Un rebond au 3^e trimestre

L'artisanat a été très pénalisé par le 1^{er} confinement. Au 2^e trimestre 2020, 7 artisans isérois sur 10 du bâtiment ont subi une baisse de leur chiffre d'affaires, une situation encore plus dégradée dans les autres secteurs (services, fabrication, alimentaire).

La situation s'est nettement améliorée au 3^e trimestre, et en particulier dans le bâtiment où 6 artisans sur 10 ont vu leur chiffre d'affaires se stabiliser ou augmenter.

COMMERCE TRADITIONNEL | Un secteur très touché par la crise sanitaire

Les chiffres d'affaires du commerce de proximité ont connu une chute de -14,6 % en cumul de janvier à juin relativement à 2019 pour la même période, une baisse légèrement moindre qu'en France métropolitaine (-15,9 %).

A l'exception du commerce alimentaire en hausse de +1,5 %, tous les autres secteurs ont été vivement touchés, notamment l'équipement de la personne (-26,3 %), seul secteur qui n'avait pas connu d'embellie en 2019, mais aussi l'équipement du foyer (-25 %), le secteur santé-beauté (-21 %) et celui de la culture-loisir (-14 %).

TOURISME | Une fréquentation touristique en baisse sur l'année 2020

L'épidémie mondiale de coronavirus a mis un terme brutal à la saison d'hiver 2019/2020, produisant une baisse de 800 000 nuitées sur les 4 millions habituellement générées dans les hébergements marchands.

La saison estivale a été satisfaisante pour la montagne. Après un démarrage difficile, la fréquentation par les clientèles françaises a été très soutenue en juillet-août avec un volume de nuitées en hausse de +12 % par rapport à 2019.

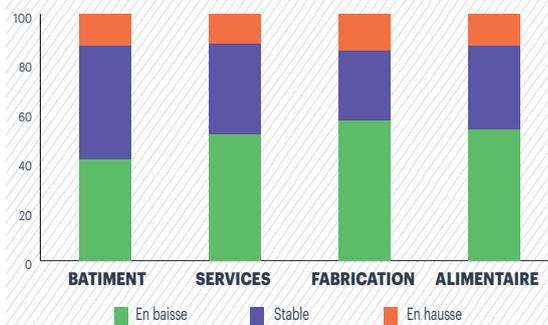
L'arrivée de la neige pour les vacances de Noël a convaincu les clientèles locales, une partie des vacanciers indécis et les résidents secondaires à venir profiter des activités autres que le ski alpin. Le volume de nuitées touristiques global a toutefois baissé de -42 % par rapport à 2019 (-27 % pour les français et -70 % pour les étrangers). L'impact économique de la fermeture des remontées mécaniques et des bars-restaurants est considérable.

Sur l'ensemble de l'année, l'Isère a perdu 1,8 million de nuitées touristiques françaises par rapport à 2019 (-12 %) et 4 millions de nuitées étrangères.

À RETENIR

En 2020, une baisse de 23 % des nuitées touristiques

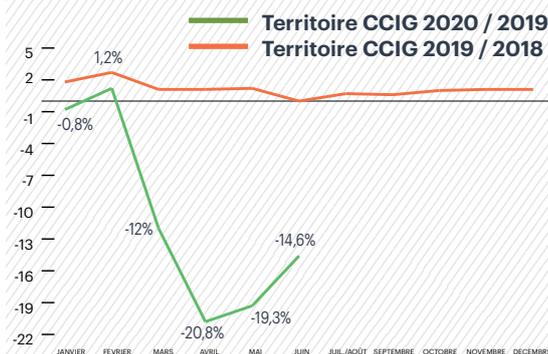
Évolution des chiffres d'affaires des entreprises artisanales au 3^e trimestre 2020



Source : Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat, enquête auprès des artisans isérois

Sources : Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble (*données Nord-Isère non disponibles), Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat, Isère-Attractivité

Evolution des chiffres d'affaires cumulés du commerce de détail en 2020 comparés à 2019



Source : CCI de Grenoble, Observatoire du commerce de détail indépendant (< 300 m²)

Volume des nuitées touristiques en Isère (clientèle française)



Source : Isère attractivité - Observatoire du tourisme - notes de conjoncture n°144, 145 et 146. Flux Vision Tourisme <https://isere-attractivite.com/observatoire>

Le secteur agricole face à la crise

ISÈRE | L'agriculture, une activité présente dans l'ensemble du département

L'Isère dénombre au dernier recensement agricole 6 300 exploitations. Malgré un recul du nombre d'exploitations (-28 % en 10 ans), c'est un secteur d'activité présent dans la quasi-totalité des communes iséroises. La diversité des productions agricoles est considérée comme un facteur de résilience face aux potentielles crises sanitaires, environnementales, climatiques ou conjoncturelles.

ÉVOLUTION | Un impact de la crise sanitaire variable selon le type de commercialisation

La crise sanitaire de 2020 a mis à rude épreuve le monde agricole. La Chambre d'Agriculture a réalisé une enquête durant l'été 2020 pour appréhender l'impact du 1^{er} confinement.

Si, sur l'ensemble des exploitations agricoles, 40 % ont vu leur chiffre d'affaire baisser, 42 % stagner et 18 % augmenter, cela varie fortement selon le type de commercialisation.

Près de la moitié des exploitations en circuits courts ont vu, grâce à leur plus grande adaptabilité, leur chiffre d'affaires augmenter pendant le 1^{er} confinement avec un retour à la normale progressif en post-confinement. Les exploitations en filières longues, de par leur dépendance commerciale auprès des collecteurs/opérateurs, ont eu une marge de manœuvre plus limitée pour saisir de nouveaux débouchés. Elles ont été 64 % à voir leur chiffre d'affaires stagner. Enfin, les exploitations dont l'activité repose sur l'accueil ou le non alimentaire ont été durement touchées sans forcément de compensation d'activité après le confinement.

Le manque de débouchés commerciaux et l'augmentation des charges d'exploitation ont aussi eu un impact sur la trésorerie, puisque 37 % des exploitations ont connu une baisse de leur trésorerie. Le temps de travail supplémentaire généré par les mesures sanitaires et sécuritaires, ainsi que l'organisation familiale, ont fragilisé les exploitations sur les plans économique et social.

À RETENIR

Une baisse du chiffre d'affaires dans 40 % des exploitations agricoles

Sources : Département de l'Isère - Chambre d'Agriculture de l'Isère - Agreste Memento 2020

Pour plus d'informations : Panorama de l'agriculture iséroise - 2019 - Département de l'Isère et DDT38 ; Enquête départementale agriculture et confinement exploitations agricoles iséroises - Oct 2020 - Chambre d'Agriculture de l'Isère <https://bit.ly/2Gxa8jf>

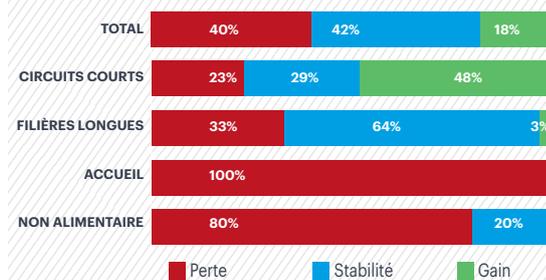


Quelques données sur l'emploi dans l'agriculture en Isère et en Auvergne-Rhône-Alpes

	Isère	Auvergne-Rhône-Alpes
Total actifs agricoles permanents	9 294	98 284
Dont chefs d'exploitation	6 288	67 333
conjointes et autres actifs non salariés	1 832	16 362
salariés permanents	1 174	14 589

Source : Memento Agreste 2020, données RA et MSA 2018

Evolution des chiffres d'affaires selon le circuit de vente au 1^{er} confinement



Source : Chambre d'agriculture de l'Isère



Remerciements aux organismes qui ont participé à l'édition de ce numéro



Directeur de publication : Joëlle SEUX
Co-directeur : Séverine BATTIN
ISSN 2431-241X

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises Isère
5 rue Eugène Faure - CS 40020 - 38027 Grenoble Cedex 1
Tél. : 04 76 70 97 18

Département de l'Isère
7 rue Fantin-Latour - CS 41096 - 38022 Grenoble Cedex 1
Tél. : 04 76 00 38 38

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Isère

co-financée par :

